



Chômage, inflation, il faut riposter à l'offensive patronale

Qui va payer la note ? Le retour de la hausse non maîtrisée des prix, l'explosion de la précarité et de la pauvreté mettent à l'ordre du jour de toutes les familles des milieux populaires, et parfois plus largement, la question des salaires, du travail partagé, des retraites et allocations diverses. Il ne s'agit plus de demander un léger mieux mais désormais d'éviter de basculer de la gêne vers la pauvreté pour de larges secteurs de la société.

Inflation, spéculation : les plaies de leur société

Les faits sont cinglants. D'un côté nous avons la hausse annoncée de 57 % du gaz depuis janvier 2021, de 12 % de l'électricité, 10 millions de pauvres, des loyers qui deviennent inaccessibles, l'essence qui frôle les 2 euros, les aliments de première nécessité deviennent inabornables. De l'autre une société absurde qui nous impose des salaires de misère, un marché du travail qui mêle un chômage et une précarité en hausse... et des secteurs en pénurie de main d'œuvre. D'un côté des hôpitaux en surcharge, de l'autre la suppression de 5 000 lits cette année, car notre santé est pour eux une marchandise.

Tout cela ne vient pas du ciel. La hausse du prix de l'énergie ne vient pas d'une hausse de la demande, ni de la rareté soudaine du gaz ou du pétrole, ni de la difficulté à la produire (le nucléaire en France fournit au-delà des besoins). Tout comme la nourriture, et on pourrait étendre le raisonnement aux composants dont le manque bloque des chaînes de production : ces hausses de prix sont au premier rang le fruit de la spéculation, cet appendice inévitable de leurs lois du marché. La preuve ? Les grandes multinationales organisent la pénurie pour faire flamber les prix. Il n'y a qu'à voir la Bourse et ses profits et là on constate que ce n'est pas la crise pour tout le monde. Ce sont plus de 51 milliards d'euros qui seront distribués en France aux actionnaires (10 milliards de plus qu'en 2020). D'un côté une misère croissante de l'autre une richesse insolente, voilà le scandale dont personne ne veut parler.

Leurs solutions

Castex, le Premier ministre, est intervenu jeudi dernier au journal de TF1 pour annoncer ses solutions. Il a promis un « bouclier énergétique », un blocage des prix pour avril, à la veille des élections, un lissage des prix, de pitoyables chèques-énergie. En bref, beaucoup de vent et peu d'argent : le valet de Macron vient d'inventer le gilet pare-balles en carton... après la fusillade ! Rien à voir avec les centaines de milliards distribués au patronat, sans conditions.

Le chômage ? Eh bien le gouvernement va pénaliser les chômeurs, les forcer à accepter n'importe quel travail à n'importe quel salaire. La réforme de l'assurance-chômage, dont celle du calcul des allocations, est entrée en application le 1^{er} octobre, et ce sont plus de 1,5 million de chômeurs qui verront leur aide de retour à l'emploi réduite en moyenne de 17 %.

Que disent les autres politiciens ? La gauche est bien silencieuse et pleurnicheuse tandis que Zemmour propose de changer les prénoms des gamins et la guerre civile entre pauvres. Bardella, président par intérim du Rassemblement national, dans une interview s'oppose clairement à l'augmentation des salaires. Avec ceux-là les spéculateurs peuvent dormir tranquilles !

Préparer dès maintenant les suites du 5 octobre

Alors il est plus que temps de mettre sur la table les sujets qui nous pourrissent la vie : leurs profits insolents qui vont de pair avec nos fins de mois difficiles. Le 5 octobre est une étape nécessaire, mais cela ne suffira pas. Imposer une hausse des salaires, en finir avec le chômage imposera de travailler tous, moins et autrement.

Des collègues comme nous, dans les transports comme à Transdev et ailleurs, luttent par la grève et nous montrent la voie. Car nous n'aurons que ce nous prendrons, à condition de nous rassembler, nous coordonner en luttant ensemble pour résoudre nos vrais problèmes et non sombrer dans les débats qu'ils nous imposent.

NOTRE PRESSE
version papier, en ligne et
sur les réseaux sociaux :

www.convergencesrevolutionnaires.com

 **Convergences révolutionnaires**



APLD = Abus Patronaux de Longue Durée ?

C'est à se le demander, en effet... Depuis le 1er septembre bon nombre d'entités de RD2, DI et fonction tertiaire sont placées en chômage technique (APLD) et ce probablement jusqu'à la fin de l'année. Le COVID et les semi-conducteurs ont bon dos pour faire payer par l'Etat des milliers de jours de salaire : Stellantis gagne 60 % de la rémunération horaire brute quand les salariés eux perdent 16 % de leur salaire net hormis les ingénieurs et cadres qui le conservent à 100 %.

A ajouter à cela, une "flexibilisation" rampante avec des salariés prévenus du jour au lendemain et, surtout, une volonté implicite de nous faire tenir malgré tout les livrables et les plannings. C. Tavares trouverait que nous ne sommes pas assez nombreux à être en APLD et met la pression pour en voir plus ? Mais hors de question de faire 5 jours de travail en 4 pour respecter les délais des projets !

Un variant méconnu : l'exploitation

Sur les bancs d'essai aussi l'AP et l'APLD sont des aubaines pour PSA ! Pendant que certains collègues étaient en chômage partiel, parfois pendant de longues périodes, la direction faisait peser le travail à ceux restés sur site. Deux fois plus de travail qui ne s'est pas repercuté sur la fiche de paie. Et l'Etat a payé les salaires dans le cadre du chômage partiel. On comprend mieux d'où ils tirent les 6 milliards de bénéfices annoncés au premier trimestre 2021...

Pointer pour pointer ?

Le vendredi le site est vide mais aux ateliers la direction demande aux ouvriers de venir bosser. Sauf qu'il faut nous expliquer comment travailler sans pouvoir échanger avec les cadres qui eux sont soumis au chômage partiel et ont bien raison d'en profiter pour se reposer. D'autant plus que la direction nous explique ensuite qu'il n'y a pas assez d'activité ! C'est elle qui désorganise notre activité alors au moindre problème comme des pièces manquantes, peut-être qu'on devrait lui demander à elle de trouver les solutions ?

Piqûre contre picotin

A Carrières-sous-Poissy la direction du site se propose de monter ses petites statistiques maisons sur le taux de vaccination en se déclarant auprès de l'infirmerie. On ne doute pas que la CNIL, et toutes les autorités sanitaires concernées sont tenues au courant d'une démarche qui se fera dans la plus grande légalité et transparence. Pour faire passer cette énième intrusion dans notre vie privée elle avance la carotte d'un allègement du protocole sanitaire sur le site.

Pourtant, lors de l'apparition de clusters sur ce site en novembre 2020 ou sur l'usine de Poissy en mars 2021 la direction n'était pas aussi avide de transparence et ce sont les collègues eux-mêmes qui avaient dû se débrouiller pour recenser les cas positifs et alerter les cas contacts. Chez Stellantis, la politique sanitaire elle est surtout là pour favoriser l'activité économique !

Rennes : pas d'accord pour subir !

Toujours au prétexte de la "crise" des semi-conducteurs, la direction tente aussi d'augmenter la flexibilité des salariés des usines ! A Rennes alors même que tous les intérimaires ont été licenciés, que la deuxième équipe a été supprimée et que le chômage partiel a cours, lors du dernier CSE la direction a annoncé que les dix samedis entre le 9 octobre et le 18 décembre et le jour férié du 11 novembre seront travaillés !

Pas prêts à se laisser faire, 100 ouvriers au montage et 50 au ferrage ont débrayé contre ces conditions de travail et les baisses de revenus dues au chômage partiel. Grâce à leur détermination, même les syndicats les plus bényoui-oui ont été obligés de les soutenir. La force des travailleurs, c'est la grève !

Allemands ou français, tous contre Stellantis !

La direction de Stellantis a également annoncé la fermeture de l'usine Opel d'Eisenach en Allemagne au moins jusqu'en 2022 et du transfert temporaire de la production des Opel Grandland vers le site français de PSA Sochaux.

Cette attaque contre les travailleurs allemands est aussi une attaque contre nous : pour eux des mois de chômage, et pour les travailleurs de Sochaux des samedis et des jours fériés travaillés ainsi que des allongements d'horaires pour ne pas embaucher. Preuve que la « relocalisation » – même momentanée – n'est pas synonyme de création d'emplois. Avec les bénéfices du premier semestre, Stellantis a de quoi répartir le travail entre tous sans perte de salaire.

Les paradis fiscaux se portent mieux que jamais

Une nouvelle enquête du Consortium international des journalistes d'investigation - impliquant 600 journalistes de 117 pays qui ont épluché 11,9 millions de documents - pour réaliser un rapport, baptisé *Pandora Papers*, confirmant l'étude réalisée l'an dernier par l'Organisation de coopération et de développement économiques, qui évaluait à 11 300 milliards de dollars les sommes détenues dans des paradis fiscaux. Parmi les heureux bénéficiaires on trouve notamment le roi Abdallah II de Jordanie, l'actuel Premier ministre libanais Najib Mikati, le Premier ministre tchèque Andrej Babis, l'ancien Premier ministre britannique travailliste Tony Blair, l'ex-ministre socialiste Dominique Strauss-Kahn, le président de l'Équateur, Guillermo Lasso, celui du Kenya, Uhuru Kenyatta, et deux proches de Vladimir Poutine. « *Les paradis fiscaux, c'est terminé !* » s'écriait Sarkozy il y a déjà douze ans. Une vision vraiment prophétique.

Retrouvez les bulletins l'Étincelle sur Facebook :



NPA L'Étincelle - PSA région parisienne



